

Préface de l'auteur

En ce printemps 2019, le pessimisme domine. La poussée populiste un peu partout dans le Monde, la montée des « démocratures » où les élections se conjuguent avec une pratique « illibérale » assumée, les séquelles de la crise de 2008, la crainte d'une nouvelle récession, le Brexit et ses aléas, l'agressivité de Poutine, les incertitudes chinoises, les graves difficultés de l'Amérique du Sud, tout concourt à créer une atmosphère de peur.

L'attitude des États-Unis et en particulier les manières un peu particulières de son Président du moment, Donald Trump, en est largement responsable. La raison est monétaire. Des pays comme la Chine et l'Allemagne ont accumulé des excédents monétaires colossaux. Ils sont normalement interdits par les grands traités internationaux d'après-guerre, car ils sont la contrepartie de déséquilibres commerciaux dommageables. Donald Trump a donc raison de les critiquer mais il a aussi tort car les déficits américains tout aussi abyssaux sont largement dus à la politique américaine et au rôle mondial du dollar. Donald Trump facilite le diagnostic d'une situation intolérable mais il complique la solution. Du coup le multilatéralisme est en danger. La cohésion du camp occidental s'est en partie dissoute. On ne parle plus de coopération mais de sanctions.

En Europe, et notamment dans la zone Euro, les dissensions atteignent un niveau critique. Le couple Franco-allemand est déséquilibré du fait d'une meilleure santé de l'économie allemande et des déficits perpétuels de la France. Les Français subissent des sanctions américaines qui sont le fruit des excédents allemands, alors que Mme Merkel a pris le leadership en Europe, mais a été surprise, avant son remplacement annoncé, par la forte poussée d'une extrême droite locale qui n'a pas exactement laissé de bons souvenirs.

Sur le front diplomatique, la France est devenue l'otage des guerres monétaires internationales et des défauts systémiques de la zone Euro. Sur le front intérieur la révolte des Gilets Jaunes a ouvert un mode nouveau de contestation. Des populations affaiblies par dix années de baisse du PIB par tête, par le gonflement sans fin des prélèvements, et par les excès d'une suradministration coercitive et coûteuse, refusent toutes nouvelles contraintes, même si on les justifie par les meilleures causes. Le débat public s'est hystérisé.

Les grandes déchirures de l'entre-deux-guerres, qui étaient devenues des gouffres après la crise de 1929, semblent réapparaître. Même dramatisation des insatisfactions, même rejet des élites, mêmes tensions sociales, mêmes aspérités dans les relations occidentales, même remise en cause des règles économiques globales, même écartèlement apparent des intérêts des grandes zones du monde. Heureusement, les deux grandes dictatures totalitaires, l'Urss et le Reich « millénaire » nazi, ont disparu.

Cette évolution fâcheuse était-elle inévitable du fait de nécessités impérieuses ou de rapports de force qui auraient imposé leurs lois ? Sommes-nous affrontés collectivement à la nature des choses, ou le Monde a-t-il cassé la baraque économique par inconscience, par inadvertance ou par le jeu de conflits idéologiques qui ont mal tourné ? Peut-on trouver dans l'histoire récente

une cause commune ou un facteur aggravant universel qui expliquerait nos déboires ?

La guerre de 1914-1918, dont nous venons de fêter le triste centenaire, a fait une « victime collatérale » dont on a peu parlé : la mort de l'étalon-or. Pendant dix ans, de 1919 à 1929, les nations ont essayé en vain de revenir à l'organisation monétaire traditionnelle qui avait tout de même près de 3 000 ans d'existence. La crise de 1929 a témoigné que le nouveau régime des « fiat money », des monnaies administratives multipliables à l'envi, laissé sans contrôle, pouvait déséquilibrer la prospérité mondiale. Le côté diabolique de la monnaie est devenu ostensible. Des débats sans fin se sont déclenchés sur la meilleure solution possible pour « civiliser » les relations monétaires. Dans les faits dévaluations et restrictions commerciales, en même temps que s'accroissait la puissance de deux régimes tyranniques et violents, le national-socialisme et le socialisme soviétique, ont empêché tout effort constructif de réforme des règles du commerce et de la finance internationale.

Il a fallu attendre juin 1940 pour que les premiers efforts d'organisation économique et monétaire internationale voient le jour. Mais dans quel contexte ! On sait peu que la défaite surprise de la France et la domination allemande sur la plus grande partie de l'Europe ont généré des plans allemands dont beaucoup d'idées sont aujourd'hui en place, ce qui justifie d'en examiner à nouveau les principes et les modalités, malgré le tabou qui exclut généralement cette période de toute discussion. Diabolique monnaie qui voit reprendre en Europe, partiellement mais sans le dire, des solutions élaborées dans un contexte pour le moins déplorable !

La défaite de l'Allemagne nazie a conduit à un nouvel effort d'organisation, toujours sous la houlette d'un vainqueur. Le système introduit par Roosevelt à Bretton Woods, dans le cadre d'un vaste système multilatéral, a connu de magnifiques résultats. Mais il va être détruit d'abord sur le front monétaire en 1971, puis sur le front

commercial et juridique dans la foulée de la crise de 2008. Pourquoi a-t-on ainsi cassé les mécanismes économiques et financiers d'une période qui reste connue, dans l'esprit de tous, comme Les Trente Glorieuses ? Là encore, on retrouve la diablerie monétaire. Il y avait un vice monétaire caché dans le système de Bretton Woods !

La Communauté Economique Européenne a voulu innover à son tour. Le projet d'Union Economique et monétaire, initié en 1969, aboutit à la fin du xx^e siècle à la création d'une zone dite de « monnaie unique ». D'un point de vue strictement économique, tous les spécialistes savaient que les avantages étaient quasiment inexistantes et indémontrables mais que les inconvénients pouvaient être d'une extrême gravité. Les peuples ont fait des efforts colossaux pour que cette utopie se mette en place et pour qu'elle survive. Ils ont tellement souffert des suites de la récession mondiale de 2008-2009 et de la crise spécifique que la zone Euro a subie à partir de l'été 2011 que l'opinion publique a rejoint celle des spécialistes les plus réservés. Beaucoup s'interrogent sur les raisons qui ont pu pousser les gouvernements à mettre en œuvre une solution dont les pays victimes savent concrètement les inconvénients et dont personne n'a encore constaté les avantages.

Tout le monde sent, plus ou moins précisément mais avec intensité que les modes d'organisation financiers mondiaux et européens sont fondamentalement viciés. La rancœur, désormais bien actée, des classes moyennes en Occident, a eu trop de conséquences politiques pour que, de partout, ne s'élèvent pas des voix qui réclament des réformes.

Mais lesquelles ? Le ressentiment ne suffit pas.

Il nous a paru indispensable de joindre au débat tout ce que l'histoire financière des cent dernières années nous a appris des crispations économiques et monétaires récurrentes de la période. Beaucoup d'expériences ont eu lieu. Beaucoup d'idées ont été mises en œuvre. Elles ont connu des succès et des échecs. Elles nous conseillent

dans nos réflexions réformatrices. Leur analyse offre quelques certitudes sur ce qu'il faut faire et ne pas faire.

Ce parcours de chasse va nous entraîner dans bien des méandres de l'histoire récente. Quand on chasse un diable, il surgit de partout. Il a fallu creuser des éléments d'histoire militaire, diplomatique ou politique, tester les incertitudes de la science économique et s'aventurer à l'occasion dans l'examen de certains aspects techniques pointus.

Casser les Trente Glorieuses fut une opération absurde. Elle a eu lieu. Il faut tout questionner et en particulier les mentalités, les idéologies et les pouvoirs pour espérer comprendre une telle ineptie. S'être laissé conduire à une crise aussi dure que celle de 2008 est tout aussi affligeant.

Nous devons comprendre comment les institutions et les règles du jeu internationales ont été construites, déconstruites, respectées et trahies. Pourquoi et comment la prospérité européenne et mondiale a-t-elle été entravée ? Et par qui ? C'est à cette enquête quasi policière que ce livre invite le lecteur. *Il va aller de surprises en surprises*. Beaucoup des faits qui sont exposés dans ce livre ne lui sont pas connus, comme ils ne le sont pas par de nombreux spécialistes. Ils sont rarement exposés dans les médias. Certains sont, au sens propre du mot, sidérants. N'accusons pas une forme ou une autre de « complotisme ». L'information dominante est toujours une affaire complexe qui résulte de rapports de force, de sentiments indistincts, d'idéologies à la mode, de réflexes confraternels, de conformismes divers, d'oublis et d'ignorance.

Une certitude apparaît au terme de cette enquête. Les organisations dysfonctionnelles qui prédominent peuvent être réformées. Le corpus des idées nécessaires existe et, mieux encore, il est presque universellement admis ! Ce qui est diabolique, c'est que nous n'appliquons pas ce que nous savons des erreurs à éviter et

des bonnes solutions à mettre en œuvre, alors que les bonnes prescriptions figurent dans tous les traités.

Ce constat est cruel pour notre époque. Mais il l'est surtout pour la France qui est piégée de l'extérieur par des crises et des conflits dont elle n'est en rien responsable. Rien ne justifie que cette situation perdure. La désespérance des peuples ne peut pas être la fin de l'histoire. Pour la France s'impose désormais une *diplomatie de la prospérité* dont il faut qu'elle se donne les moyens et où elle pourrait jouer un rôle majeur.

Didier Dufau
Montparnasse
8 mai 2019